

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1457

[S - C - 98/27333]

23 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les règles d'évaluation comptables applicables à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) ainsi qu'au T-Service Intérim

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 7;
Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, tel que modifié;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 portant exécution de l'article 26ter du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} avril 1998;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 avril 1998;
Sur proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Les règles d'évaluation comptables applicables à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) et au T-Service Intérim et reprises aux annexes n° I et n° II du présent arrêté sont approuvées par le Gouvernement.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 3. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I

Les règles d'évaluation sont déterminées, sans modification, d'un exercice à l'autre, sauf si des circonstances particulières ne permettent pas leur application.

Dans ce cas, une mention spéciale figure dans les commentaires relatifs aux comptes annuels.

A. Comptabilité budgétaire

La Comptabilité budgétaire enregistre les opérations budgétaires (recettes et dépenses budgétaires) pour lesquelles il existe une pièce justificative d'une dette ou d'une créance.

Il s'agit d'une comptabilité de droits acquis qui sont repris dans le budget annuel pour autant qu'ils puissent être déterminés au plus tard le 15 janvier de l'année suivante.

Il y a 3 conditions :

a) Droits acquis : droits exigibles durant ladite année et pour autant qu'ils puissent être déterminés, conformément aux règles prescrites par le plan comptable général au plus tard le 15 janvier de l'année suivante;

b) L'identité du débiteur ou du créancier doit être connue;

c) Il existe une pièce justificative émanant de tiers ou leur étant adressé.

B. Comptabilité économique et patrimoniale

La comptabilité économique et patrimoniale a, par référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, pour fonctions :

— de déterminer les produits et les charges globales;

— de dégager les résultats de l'année;

— de faire apparaître la situation active et passive et permettre l'établissement d'un bilan patrimonial;

— de permettre l'établissement du compte des variations du patrimoine, en ce qui concerne son volet non budgétaire.

C. Comptabilité des Engagements

Les comptes de droits et engagements (sous-classe 08) sont, par référence à la loi du 17 juillet 1975, tenus selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

L'engagement est la promesse de remplir une obligation financière ou autre à une date ultérieure, mais endéans l'exercice budgétaire, dont l'exécution éventuelle peut modifier le patrimoine de l'entreprise.

Cette règle d'évaluation s'applique à tous les engagements souscrits par l'Office dans le cadre des conventions passées avec des entreprises ou d'autres partenaires sur la base de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la Formation professionnelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993, modifié par l'arrêté du 20 février 1997, instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs.

CLASSE 0 : Comptes d'engagements de recours et d'ordre

D 09 Droits et engagements divers

Cette rubrique reprend les engagements relatifs aux contrats ou marchés dont la durée excède le terme de l'année, ainsi que ceux concernant les subsides octroyés par le FOREm (tels que les marchés pluriannuels, l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 12 juin 1985, l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la Formation professionnelle, l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993, modifié par l'arrêté du 20 février 1997,...).

090 Fonds dérobés

1. Définition : sont portés au compte les montants relatifs aux vols de caisse

2. Evaluation : valeur nominale

091/2 Leasing

1. Définition : ce compte enregistre l'option d'achat dès réception du contrat

2. Evaluation : valeur nominale

093 Contrats ou marchés à plus d'un an

1. Définition : cette rubrique reprend les contrats ou marchés dont la durée excède le terme de l'année

2. Evaluation : valeur nominale

094 Subsides octroyés par le FOREm

1. Définition :

Il s'agit, notamment, des subsides versés à des entreprises ou des associations sur base de l'article 6 de l'arrêté du 12 mai 1987 de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la Formation professionnelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993, modifié par l'arrêté du 20 février 1997, instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs.

2. Evaluation : valeur nominale

CLASSE 1 : Comptes de fonds propres, de provisions pour risques et charges

12 Plus values de réévaluation

1. Définition : sont portées en compte les plus-values de réévaluation exprimées sur éléments de l'actif au-delà de leur prix d'acquisition.

2. Evaluation : valeur nominale

14 Bénéfice reporté — Perte reportée

1. Définition : bénéfices ou pertes cumulés, non affectés aux réserves

2. Evaluation : valeur nominale

15 Subsides en capital

1. Définition : sont portés au compte les montants prévus au budget de l'Office et approuvés par la Tutelle pour financer les achats patrimoniaux, ainsi que les productions immobilisées

2. Evaluation : valeur nominale

Les écritures y relatives sont générées dans le cadre des clôtures périodiques

16 Provisions

165 Provisions diverses

1. Définition : l'article 13 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 stipule que les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou des charges nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant. Ces provisions ne peuvent avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif

2. Evaluation : les provisions doivent répondre aux critères de prudence, sincérité et bonne foi. Elles doivent être constituées systématiquement.

17 Dettes à plus d'un an

172 Dettes de location

1. Définition : elles résultent du fait d'avoir porté à l'actif des droits sur immobilisations corporelles en vertu de conventions location-financement ou similaires. La dette reprend les versements échelonnés prévus au contrat, qui représentent la reconstitution en capital de la valeur des biens.

2. Evaluation : valeur nominale

173 Etablissements de crédit

1. Définition : dettes à plus d'un an envers les établissements de crédit

2. Evaluation : valeur nominale

179 Dettes diverses

Cette rubrique reprend notamment le fonds de roulement attribué à l'Office, par l'arrêté du 26 mai 1994 du Gouvernement wallon d'exécution des articles 23, § 5, et 26^{sexies} du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office.

CLASSE 2 : Actifs immobilisés

21 Immobilisations incorporelles

210 Frais de recherche et de développement

1. Définition : Par frais de recherche et de développement, il faut entendre les frais de recherche, de fabrication et de mise au point de prototypes, de produits, d'inventions et de savoir-faire, utiles aux activités futures de l'entreprise. Cette rubrique vise essentiellement pour le FOREm les applications informatiques développées en interne.

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Amortissements : Suivant la politique d'amortissement définie pour la nature du bien ou du service

211 Concessions. Brevets. Licences, savoir-faire, marques et autres droits similaires

1. Définition : Par concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et autres droits similaires, il y a lieu d'entendre d'une part les brevets, licences, marques et autres droits similaires qui sont la propriété de l'entreprise, d'autre part les droits d'exploitation de brevets, licences, marques et autres droits similaires appartenant à des tiers (ainsi que la valeur d'acquisition du droit de l'entreprise) d'obtenir de tiers des prestations de services de savoir-faire lorsque ces droits ont été acquis à titre onéreux par l'entreprise.

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Amortissements : 33 %

Immobilisations corporelles

22 Terrains et Constructions

220 Terrains :

1. Evaluation : valeur d'acquisition + frais accessoires (ou valeur réévaluée)

2. Pas d'amortissements

3. En cas d'achat de bâtiment, sans précision de la valeur du terrain, application de la règle de la Sécurité sociale : « En ce qui concerne la détermination entre le prix d'achat des terrains et celui des bâtiments, celle-ci sera difficile à effectuer lorsque le prix d'achat couvre les uns et les autres. Dans ce cas, les organismes devront procéder à une ventilation estimative du prix commun avec l'aide éventuelle de l'Administration du Cadastre (prix des terrains par estimation directe en fonction de la superficie et prix des bâtiments par différence)

221 Constructions :

1. Evaluation : valeur d'acquisition + frais accessoires (ou valeur réévaluée)

2. Amortissement : 5 % sans valeur résiduelle

23 Installations, machines et outillages

230 Installations téléphoniques

Remarque : Cette rubrique concerne des installations téléphoniques installées dans des bâtiments dont le FOREm est propriétaire.

1. Evaluation : valeur d'acquisition

2. Taux d'amortissement : 20 % sans valeur résiduelle.

231 Machines

1. Evaluation : valeur d'acquisition

2. Taux d'amortissement : 20 % sans valeur résiduelle

Remarque : Cette rubrique reprendra uniquement les acquisitions dont le prix unitaire est > à 10 000 FB (hors T.V.A.)

24 Mobilier et Matériel roulant

240 Mobilier et matériel

A. Mobilier

1. Définition : on entend par mobilier, le matériel nécessaire pour meubler les locaux, pour autant qu'il ne soit pas immeuble par destination.

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Taux d'amortissement : 10 % sans valeur résiduelle

B. Matériel

1. Définition : est considéré comme patrimonial tout article :
acheté

non consommable

— présentant une valeur minimale de 10 000 FB hors T.V.A., à l'unité

— avec une durée de vie supérieure à un an donc amortissable

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Taux d'amortissement :

Matériel : 20 % sans valeur résiduelle

Matériel de bibliothèque : 100 % sans valeur résiduelle

Matériel informatique : 33 % sans valeur résiduelle

241 Matériel roulant

1. Evaluation : valeur d'acquisition + frais accessoires

2. Taux d'amortissement : 20 % sans valeur résiduelle

25 Immobilisation détenues en location — financement

250 Terrains et Construction

1. Evaluation : valeur d'acquisition

2. Taux d'amortissement : correspond au plan d'amortissement du contrat de leasing

252 Mobilier, Matériel et Matériel roulant

Voir rubrique 250

26 Autres immobilisations

260 Installations téléphoniques

Remarque : Cette rubrique concerne des installations téléphoniques installées dans des bâtiments dont le FOREm est locataire.

1. Evaluation : valeur d'acquisition

2. Taux d'amortissement : 20 % sans valeur résiduelle.

- 27 Immobilisations corporelles en cours et acomptes versés
 270 Immobilisations en cours
1. Définition : Compte à mouvementer lors de la phase de construction du bâtiment.
 2. Evaluation : Valeur d'acquisition de la facturation faisant suite aux différents états d'avancement des travaux ainsi que les frais accessoires (honoraires divers).
 3. Taux d'amortissement : néant
- Transfert en fin d'exercice au compte d'immobilité (sous-classe 22) lors de la réception provisoire.
4. Remarque : distinction entre gros entretien et immobilisations en cours : la limite entre le gros entretien et l'immobilisé n'étant pas toujours aisée à tracer, les travaux de réaménagement de bâtiments, d'installation de câbles, de parachèvement ajoutant une plus-value aux immobilisés sont à comptabiliser en classe 2. Quant aux dépenses relatives aux frais d'entretien, d'aménagement et de réparation qui, sans entrainer une augmentation de valeur pour les immeubles, constituent des dépenses non courantes (c'est-à-dire ne se renouvelant pas chaque année), elles sont à imputer en charges d'exploitation dans la rubrique "Gros entretien des immeubles" (exemple : remplacement d'un toit, d'une chaudière, d'un chauffe-eau).
- 28 Immobilisations financières
 288 Cautionnements versés en numéraire
1. Evaluation : valeur nominale versée au titre de garantie permanente
 2. Réduction de valeur : néant
- 29 Créances à + d'un an
 291 Autres créances
1. Evaluation : valeur nominale de la créance;
 2. Réduction de valeur : néant.
 3. La partie de la créance échéant dans les 12 mois doit figurer dans les comptes 40 ou 41 (créances à un an au plus).
- CLASSE 3 : Stocks
 Evaluation : coût moyen pondéré
- CLASSE 4 : Créances et dettes à un an au plus
- 40 Créances commerciales
 400 Clients
1. Evaluation : valeur nominale
 2. Transfert à créances douteuses (407), dès transmission du dossier pour récupération au service "Contentieux"
 3. Réductions de valeurs actées sur la créance non honorée après un délai d'un an de 100 %, ne signifiant pas un abandon de créance
 4. Prise en charge de la dépense budgétaire lors de l'officialisation de l'annulation de la créance par le Comité de gestion (abandon de la créance)
- 404 Subsidés à recevoir
 4041 Organisme de tutelle
- Evaluation : valeur nominale inscrite au budget de la tutelle et engagée par la tutelle au 31 décembre de l'exercice, en faveur de l'Office.
- 4042 M.E.T.
 Evaluation : valeur nominale de la lettre de créance
- 4043 F.S.E.
 Evaluation : valeurs des dépenses éligibles dues à l'Office, sur base des informations données par le service gestionnaire concerné au FOREm
- 4044 Relations Extérieures
 Evaluation : valeur nominale de la lettre de créance
- 4045 Loterie nationale
 Evaluation : valeur nominale de la lettre de créance
- Remarque : Cette liste peut connaître une mise à jour en fonction des interventions d'autres organismes
- 41 Autres créances
 416 Créances diverses
 4161 Créances sur rémunérations du personnel
1. Evaluation : valeur nominale de la créance sur le membre du personnel FOREm en service
 2. Réduction de valeur : néant
- 4168 Créances sur prestations sociales
1. Evaluation : valeur nominale de la créance
 2. Réduction de valeur :
 - Débiteurs individuels en service : néant
 - Quotes-Parts Promoteurs : 100 % si créance non honorée après un délai d'un an suivant la date de la lettre de créance, ne signifiant pas un abandon de créance.
- 42 Dettes à + d'un an échéant dans l'année
 422 Dettes de location — financement
 Evaluation : Valeur nominale de la dette
- 43 Dettes financières
 430 Etablissement de crédit
- Emprunt à terme fixe
 - Evaluation : valeur nominale de l'extrait de compte

- 44 Dettes commerciales
440 Fournisseurs
Evaluation : valeur nominale de la dette
45 Dettes fiscales, salariales et sociales
453 Précomptes retenus
454 ONSS
Evaluation :
— valeur nominale de la dette;
— concordance de la comptabilité avec les déclarations à l'Administration fiscale et à l'ONSS
455 Rémunérations
4551 Rémunérations à payer : valeur nominale
4552 Avances sur rémunérations :
Evaluation : valeur nominale (justifiées individuellement)
456 Pécules de vacances :
Evaluation : valeur nominale
459 Autres dettes sociales
Evaluation : valeur nominale justifiée via un décompte officiel ou individuellement
147 Dettes résultant de l'affectation du résultat
1. Définition : les montants dus au Fonds budgétaire en matière d'Emploi (FBME), ainsi que les dettes résultant d'un excédent budgétaire à rembourser aux pouvoirs subsidiaires, sont imputés lors de l'affectation du résultat dans cette rubrique.
2. Evaluation : valeur nominale du boni budgétaire global
148 Dettes diverses
489 Dettes résultant des prestations sociales
Evaluation : voir sous-classe 45
49 Comptes de régularisation - Compte d'attente
Il s'agit de l'imputation aux comptes d'un exercice de tous les prorata de charges ou de produits qui s'y rattachent. Néanmoins, le contexte légal et réglementaire de l'Office ne permet pas de disposer de toutes les informations nécessaires à la gestion exhaustive des régularisations lors de la clôture.
Dans ce contexte, les commentaires relatifs aux comptes annuels de l'Office préciseront chaque année les méthodes de gestion de la césure.
CLASSE 5 : Placements de trésorerie & valeurs disponibles
153 Dépôts à terme
1. Définition : dépôts à terme d'un mois ou plus
2. Evaluation : valeur d'acquisition
55 Etablissements de crédit
Evaluation : valeur nominale
56 CCP
Evaluation : valeur nominale
57 Caisse
Evaluation : valeur nominale
Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 1998 approuvant les règles d'évaluation comptables applicables à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) ainsi qu'au T-Service Intérim.
Namur, le 23 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II

Les règles d'évaluation sont déterminées, sans modification, d'un exercice à l'autre, sauf si des circonstances particulières ne permettent pas leur application.

Dans ce cas, une mention spéciale figure dans les commentaires relatifs aux comptes annuels.

CLASSE 1 : Comptes de fonds propres, de provisions pour risques et charges

13 Réserves

133 Réserves disponibles

1. Définition : se compose des résultats reportés au 31 décembre 1993 diminué d'un montant de 100 millions indexé afin de constituer le fonds de réserve prévu à l'article 26quinquies du décret du 4 novembre 1993, du fonds de l'immobilisé repris dans le bilan de départ 1994 et du fonds de réserve décrit ci-dessus.

2. Evaluation : valeur nominale.

14 Bénéfice reporté — Perte reportée

1. Définition : bénéfices ou pertes cumulés depuis l'exercice 1994, non affectés aux réserves

2. Evaluation : valeur nominale

16 Provisions

163 Provisions diverses

1. Définition : l'article 13 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 stipule que les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou des charges nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant. Ces provisions ne peuvent avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif.

2. Evaluation : les provisions doivent répondre aux critères de prudence, sincérité et bonne foi. Elles doivent être constituées systématiquement.

3. Remarque : ces provisions devraient être minimales dans la mesure où une estimation systématique des créances douteuses et une application permanente des règles d'évaluation permettraient une prise en charge au travers de réductions de valeur.

17 Dettes à plus d'un an

172 Dettes de location

1. Définition : elles résultent du fait d'avoir porté à l'actif des droits sur immobilisations corporelles en vertu de conventions location-financement ou similaires. La dette reprend les versements échelonnés prévus au contrat, qui représentent la reconstitution en capital de la valeur des biens.

2. Evaluation : valeur nominale

179 Dettes diverses

Cette rubrique reprend le fonds de roulement attribué au T-Service Intérim par le Région wallonne en exécution de l'article 26sexies du décret du 4 novembre 1993

CLASSE 2 : Actifs immobilisés

21 Immobilisations incorporelles

211 Concessions, brevets, licences et autres droits similaires

1. Définition : Par concessions, brevets, licences, marques et autres droits similaires, il y a lieu d'entendre d'une part les brevets, licences, marques et autres droits similaires qui sont la propriété de l'entreprise, d'autre part les droits d'exploitation des biens, fonds, brevets, licences, marques et autres droits similaires appartenant à des tiers ainsi que la valeur d'acquisition du droit de l'entreprise d'obtenir de tiers des prestations de services de savoir-faire lorsque ces droits ont été acquis à titre onéreux par l'entreprise.

2. Evaluation : valeur d'acquisition.

3. Amortissements : 33 %.

Immobilisations corporelles

23 Installations, machines et outillages

230 Installations

2300 1. Définition :

Cette rubrique concerne des installations informatiques réalisées dans les différents sites du T-Service Intérim,

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Amortissements : 33 %.

2301 1. Définition :

Cette rubrique concerne des installations téléphoniques, les enseignes lumineuses et les aménagements effectués dans les différents sites du T-Service Intérim;

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Amortissements : 10 % à 231 machines

2310 Machines informatiques

1. Définition : Cette rubrique reprend le matériel informatique (hardware) dont dispose le T-Service Intérim.

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Amortissements : 33 %

24 Mobilier et Matériel roulant

240 Mobilier et matériel de bureau

1. Définition : est considéré comme patrimonial tout article acheté, non consommable, avec une durée de vie supérieure à un an, donc amortissable.

2. Evaluation : valeur d'acquisition

3. Amortissements :

Mobilier : 10 %

Matériel : 33 %

241 Matériel roulant

1. Définition : véhicules automobiles

2. Evaluation : valeur d'acquisition + frais accessoires

3. Amortissements : 33 %

25 Immobilisation détenues en location — financement

1. Evaluation : valeur d'acquisition

2. Amortissements : correspond au plan d'amortissement du contrat de leasing

28 Immobilisations financières

288 Cautionnements versés en numéraire

Evaluation : valeur nominale versée au titre de garantie permanente

CLASSE 3 : Stocks

P.M.

- CLASSE 4 : Créances et dettes à un an au plus
- 40 Créances commerciales
- 400 Clients
1. Définition : créances résultant de l'activité courante de l'entreprise (vente de biens, services ou de prestations) pour lesquelles il existe un titre définitif (factures)
2. Evaluation : valeur nominale
- 401 Effets à recevoir
1. Définition : reprend les effets tirés sur certains clients. Ces effets sont remis immédiatement à la banque pour encaissement à la date d'échéance
2. Evaluation : valeur nominale
- 405 Créances diverses
1. Définition : cette rubrique reprend les factures à établir estimées en fin d'exercice
2. Evaluation : valeur nominale
- 407 Créances douteuses
1. Définition : sont reprises dans cette rubrique toutes les créances des clients pour lesquels un dossier a été transmis comme douteux au service contentieux
2. Evaluation : valeur nominale des créances
- 409 Réductions de valeur sur créances
- Pour autant que l'encaissement à l'échéance de l'ensemble ou d'une partie de la créance soit incertain, ou pour autant que la valeur de réalisation de la créance soit inférieure à la valeur comptable, une réduction de valeur doit être inscrite.
- 41 Autres créances
- 414 Produits à recevoir
1. Définition : il s'agit notamment du remboursement par la SMAP des indemnités d'incapacités temporaires subies par les intérimaires et payées par le T-Service Intérim, ainsi que la facturation faite aux clients de la quote-part chèques-repas à sa charge.
2. Evaluation : valeur nominale
- 416 Créances diverses
1. Définition : cette rubrique reprend notamment les avances et prêts au personnel T-Service ainsi que les avances sur la prime d'assurance accident du travail payées à la SMAP
2. Evaluation : valeur nominale
- 42 Dettes à + d'un an échéant dans l'année
- 422 Dettes de location — financement
- Evaluation : valeur nominale de la dette
- 44 Dettes commerciales à un an au plus I
- 440 Fournisseurs
- Evaluation : valeur nominale de la dette
- 45 Dettes fiscales, salariales et sociales
- 453 Précompte professionnel
- 454 ONSS
- Evaluation :
- valeur nominale de la dette;
- concordance de la comptabilité avec les déclarations à l'Administration fiscale et à l'ONSS
- 455 Rémunérations
- Evaluation : valeur nominale
- 456 Pécules de vacances :
- Evaluation : valeur nominale
- 459 Autres dettes sociales
- Evaluation : valeur nominale détaillée via un décompte officiel individuellement
- 47 Dettes résultant de l'affectation du résultat
1. Définition : les montants dûs au FOREm de et par le décret du 4 novembre 1993 (article 26quinquies) sont imputés lors de l'affectation du résultat dans cette rubrique
2. Evaluation : valeur nominale du boni budgétaire global
- 49 Comptes de régularisation — Comptes d'attente
- 490 Charges à reporter (Actif du bilan)
1. Définition : les prorata de charges exposées au cours de l'exercice ou au cours d'un exercice antérieur mais qui sont à rattacher à un ou plusieurs exercices ultérieurs (ex. : assurance, loyers,...)
2. Exceptions à ce principe : factures relatives à l'eau, gaz, électricité, vapeur, mazout, charbon, téléphone, bibliothèque.
3. Evaluation : valeur nominale
- 491 Produits acquis (Actif du bilan)
1. Définition : les prorata de produits qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé
2. Evaluation : valeur nominale

492 Charges à imputer (Passif du Bilan)

1. Définition : les prorata des charges qui n'échoiront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice écoulé

2. Evaluation : valeur nominale

493 Produits à reporter (Passif du bilan)

1. Définition : les prorata de produits perçus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur et qui sont à rattacher à un exercice ultérieur

2 Evaluation : valeur nominale

CLASSE 5 : Placements de trésorerie & valeurs disponibles

53 Dépôts à terme

1. Définition : dépôts à terme d'un mois ou plus

2. Evaluation : valeur d'acquisition

55 Etablissements de crédit

Evaluation : valeur nominale

56 CCP

Evaluation : valeur nominale

57 Caisse

Evaluation : valeur nominale

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 1998 approuvant les règles d'évaluation comptables applicables à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) ainsi qu'au T- Service Intérim.

Namur, le 23 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1457

[S - C - 98/23777]

23. APRIL 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der buchhalterischen Bewertungsregeln, die auf das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) sowie auf das T-Service Intérim Anwendung finden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 bezüglich der Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995 zur Ausführung von Artikel 26ter des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des am 1. April 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. April 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die buchhalterischen Bewertungsregeln, die auf das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) und das T-Service Intérim Anwendung finden und in den Anlagen I und II zum vorliegenden Erlaß angeführt sind, werden durch die Regierung genehmigt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1997 wirksam.

Art. 3 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage I

Buchhalterische Bewertungsregeln,

die auf das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) Anwendung finden

Die Bewertungsregeln werden jedesmal von einem Geschäftsjahr zum nächsten unverändert festgelegt, außer wenn besondere Umstände ihre Anwendung verhindern.

In diesem Fall steht ein besonderer Vermerk in den Kommentaren über die Jahresabrechnungen.

A. Haushaltsbuchführung

Bei der Haushaltsbuchführung handelt es sich um die Buchung der Haushaltsgeschäfte (Haushaltseinnahmen und -ausgaben), für die jeweils ein Belegstück bezüglich einer Verbindlichkeit bzw. einer Forderung besteht.

Es handelt sich um eine Buchführung der erworbenen Rechte, die im jährlichen Haushaltsplan aufgeführt werden, soweit sie spätestens am 15. Januar des nächsten Jahres festgelegt werden können.

Es gibt drei Bedingungen:

a) Erworbenes Rechte: Rechte, die im betroffenen Jahr eintreibbar sind, vorausgesetzt, daß sie den durch den allgemeinen Kontenplan vorgeschriebenen Regeln gemäß spätestens am 15. Januar des nächsten Jahres festgelegt werden können;

b) Die Identität des Schuldners oder des Gläubigers muß bekannt sein;

c) Es besteht ein von Drittpersonen ausgestelltes oder an Drittpersonen gerichtetes Belegstück.

B. Wirtschaftliche und vermögensrechtliche Buchführung

Bezugnehmend auf das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchführung und die Jahresabschlüsse der Unternehmen hat die wirtschaftliche und vermögensrechtliche Buchführung zum Gegenstand;

— die Bestimmung der globalen Erträge und Lasten;

— die Errechnung der Jahresergebnisse;

— die Darstellung der Lage der Aktiva und der Passiva, und die Aufstellung einer Vermögensbilanz;

— die Erstellung des Kontos der Vermögensschwankungen, was den nichthaushaltsbezogenen Teil betrifft.

C. Buchführung der Verpflichtungen

Bezugnehmend auf das Gesetz vom 17. Juli 1975 werden die Konten bezüglich der Rechte und Verpflichtungen (Unterklasse 08) nach den üblichen Regeln der doppelten Buchhaltung geführt.

Unter Verpflichtung versteht man das Versprechen, eine finanzielle oder sonstige Verpflichtung, deren eventuelle Ausführung das Vermögen des Unternehmens verändern kann, zu einem späteren Termin, jedoch innerhalb des Geschäftsjahres zu erfüllen.

Diese Bewertungsregel findet Anwendung auf jede durch das "Office" eingegangene Verpflichtung im Rahmen der Verträge, die aufgrund von Artikel 6 des Erlasses der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer, abgeändert durch den Erlaß vom 20. Februar 1997, mit Unternehmen oder anderen Partnern abgeschlossen worden sind.

KLASSE 0: Konten für Verpflichtungen und Einsprüche sowie Treuhänderkonten

09. Übrige Rechte und Verpflichtungen

Diese Rubrik umfaßt die Verpflichtungen bezüglich der Verträge oder Aufträge, deren Dauer das Ende des Jahres überschreitet, sowie derjenigen, die die durch das FOREm gewährten Zuschüsse betreffen (wie z.B. mehrjährige Verträge, Artikel 5 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Juni 1985, Artikel 6 des Erlasses der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung, Erlaß der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 1997 abgeänderten Fassung...)

090 Entwendete Gelder

1. Definition: Hierunter werden die Beträge bezüglich Kassendiebstählen ausgewiesen.

2. Bewertung: Nennwert

091/2 Leasing

1. Definition: Auf dieses Konto wird die Kaufoption gebucht, sobald der Vertrag eingegangen ist

2. Bewertung: Nennwert

093 Langfristige Verträge oder Aufträge (von mehr als einem Jahr)

1. Definition: Die Rubrik umfaßt die Verträge oder Aufträge, deren Dauer das Ende des Jahres überschreitet.

2. Bewertung: Nennwert

094 Durch das FOREm gewährte Zuschüsse

1. Definition:

Es handelt sich insbesondere um die Zuschüsse an Unternehmen oder Vereinigungen, die aufgrund von Artikel 6 des Erlasses der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung und des durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 1997 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer gewährt werden.

2. Bewertung: Nennwert

KLASSE 1: Eigenkapitalkonten, Rückstellungskonten für Risiken und Aufwendungen

12 Neubewertungsrücklagen

1. Definition: hierunter werden die infolge einer Neubewertung festgestellten Werterhöhungen von Aktivaposten, deren Wert den Kaufpreis überschreitet, ausgewiesen.

2. Bewertung: Nennwert

14 Gewinnvortrag — Verlustvortrag

1. Definition: kumulierte Gewinne oder Verluste, die den Rücklagen nicht zugeführt werden

2. Bewertung: Nennwert

15 Zuschüsse in Kapitalform

1. Definition: hierunter werden die Beträge ausgewiesen, die im Haushalt des "Office" zur Finanzierung der Vermögensanschaffungen vorgesehen und durch die Aufsichtsbehörden genehmigt worden sind, sowie die anderen aktivierten Eigenleistungen

2. Bewertung: Nennwert

Die diesbezüglichen Buchungen erfolgen im Rahmen der periodischen Abschlüsse.

16 Rückstellungen

165 Verschiedenartige Rückstellungen

1. Definition: laut Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 8. Oktober 1976 haben die Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen zum Gegenstand die Deckung von ihrer Art nach klar bezeichneten Verlusten oder Aufwendungen, die zum Bilanzstichtag wahrscheinlich oder sicher sind, die hinsichtlich ihrer Höhe jedoch nicht feststehen. Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen dürfen nicht als Wertkorrektur von Aktiva gebildet werden.

2. Bewertung: Die Rückstellungen müssen den Grundsätze der Vorsicht, der Wahrheit sowie Treu und Glauben entsprechen. Sie müssen systematisch gebildet werden.

17 Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr

172 Verbindlichkeiten aufgrund von Leasing- und ähnlichen Verträgen

1. Definition: sie entstehen infolge der Verbuchung auf die Aktivseite von Ansprüchen auf körperliche Anlagen aufgrund von Leasing- oder ähnlichen Verträgen. Die Verbindlichkeit besteht aus den im Vertrag vorgesehenen Teilzahlungen, die die Nachbildung in Kapital des Wertes der Güter darstellen.

2. Bewertung: Nennwert

173 Kreditinstitute

1. Definition: den Kreditinstituten gegenüber eingegangene Verbindlichkeiten von mehr als einem Jahr.

2. Bewertung: Nennwert

179 Sonstige Verbindlichkeiten

Diese Rubrik umfaßt insbesondere den Betriebsfonds, der dem "Office" durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 1994 zur Ausführung der Art. 23, § 5 und 26 *sexies* des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung zugewiesen worden ist.

KLASSE 2: Anlagevermögen

21 Immaterielle Anlagewerte

210 Kosten für Forschung und Entwicklung

1. Definition: Unter Forschungs- und Entwicklungskosten versteht man die Kosten für die Forschung, die Herstellung und die Entwicklung von Prototypen, Erzeugnissen, Erfindungen und Know-How, die einen Nutzen für die zukünftigen Aktivitäten des Unternehmens haben. Für das FOREm betrifft diese Rubrik hauptsächlich die EDV-Anwendungen, die innerhalb des FOREm entworfen werden.

2. Bewertung: Anschaffungswert

3. Abschreibungen: nach dem Abschreibungssystem, das aufgrund der Eigenart des Gutes oder der Dienstleistung festgelegt worden ist.

211 Konzessionen, Patente, Lizenzen, Know-How, Warenzeichen usw.

1. Definition: Unter Konzessionen, Patenten, Lizenzen, Know-How, Warenzeichen und ähnlichen Rechten versteht man einerseits die Patente, Lizenzen, Warenzeichen und sonstigen ähnlichen Rechte, die Eigentum des Unternehmens sind, und andererseits die Rechte zur Nutzung von Patenten, Lizenzen, Warenzeichen und ähnlichen Rechten, die Dritten gehören, sowie auch den Anschaffungswert für das Recht des Unternehmens, von Dritten Know-How-Leistungen zu erhalten, falls diese Rechte vom Unternehmen entgeltlich erworben wurden.

2. Bewertung: Anschaffungswert

3. Abschreibungen: 33 %

Sachanlagen

21 Grundstücke und Bauten

220 Grundstücke:

1. Bewertung: Anschaffungswert + Nebenkosten (oder Wert nach Neubewertung)

2. Keine Abschreibung

3. Bei Anschaffung eines Gebäudes ohne Angabe des Grundstückwertes, findet die Regel der Sozialsicherheit Anwendung: "Es ist schwierig, den Kaufpreis der Grundstücke von dem Kaufpreis der Gebäude zu unterscheiden, wenn der Kaufpreis beide deckt. In diesem Fall müssen die Einrichtungen ggf. mit Hilfe der Katasterverwaltung eine pauschale Verteilung des gemeinsamen Preises vornehmen (Preis der Grundstücke durch direkte Schätzung im Verhältnis zur Fläche und Preis der Gebäude durch Berechnung des Unterschieds)

221 Bauten

1. Bewertung: Anschaffungswert + Nebenkosten (oder Wert nach Neubewertung)

2. Abschreibung: 5 % ohne Restbuchwert

23 Maschinen und maschinelle Anlagen sowie Werkzeuge

230 Telefonanlagen

Bemerkung: Diese Rubrik betrifft Telefonanlagen, die in den Gebäuden eingerichtet sind, die Eigentum des FOREm sind;

1. Bewertung: Anschaffungswert

2. Abschreibungssatz: 20 % ohne Restbuchwert

231 Maschinen

1. Bewertung: Anschaffungswert

2. Abschreibungssatz: 20 % ohne Restbuchwert

Bemerkung: Die Rubrik enthält ausschließlich die Anschaffungen, deren Einzelpreis über 10 000 BEF außer MwSt. liegt.

- 24 Betriebs- und Geschäftsausstattung sowie Transportmittel
240 Betriebs- und Geschäftsausstattung
- A. Mobiliar
1. Definition: Unter Mobiliar versteht man die notwendige Ausstattung, um die Räumlichkeiten zu möblieren, sofern sie durch ihre Zweckbestimmung nicht unbeweglich ist.
 2. Bewertung: Anschaffungswert
 3. Abschreibungssatz: 10 % ohne Restbuchwert
- B. Material
1. Definition: als Vermögensgut wird jede Ware betrachtet, die
 - gekauft worden ist;
 - nicht verbrauchbar ist;
 - einen Mindestwert von 10 000 BEF außer MwSt. /Stück darstellt;
 - eine Lebensdauer von mehr als einem Jahr hat, und also abschreibbar ist.
 2. Bewertung: Anschaffungswert
 3. Abschreibungssatz: Material: 20 % ohne Restbuchwert
Bibliothekmaterial: 100 % ohne Restbuchwert
EDV-Material: 33 % ohne Restbuchwert
- 241 Transportmittel
1. Bewertung: Anschaffungswert + Nebenkosten
 2. Abschreibungssatz: 20 % ohne Restbuchwert
- 25 Aufgrund von Leasing gehaltene Anlagen
- 250 Grundstücke und Bauten
1. Bewertung: Anschaffungswert
 2. Abschreibungssatz: entspricht dem Abschreibungsplan des Leasing-Vertrags
- 252 Betriebs- und Geschäftsausstattung sowie Transportmittel
Siehe Rubrik 250
- 26 Sonstige Anlagevermögen
- 260 Telefonanlagen
- Bemerkung: Diese Rubrik betrifft Telefonanlagen, die in den Gebäuden eingerichtet sind, die durch das FOREm gemietet werden;
1. Bewertung: Anschaffungswert
 2. Abschreibungssatz: 20 % ohne Restbuchwert
- 27 Anlagen im Bau und geleistete Anzahlungen
- 270 Anlagen im Bau
1. Definition: Beim Bau des Gebäudes zu benutzendes Konto.
 2. Bewertung: Anschaffungswert in den Rechnungen, die je nach den verschiedenen Erklärungen über den Stand der Arbeiten aufgestellt werden, sowie Nebenkosten (verschiedene Honorare);
 3. Abschreibungssatz: keiner
- Übertragung am Ende des Geschäftsjahres auf das Anlagekonto (Unterklasse 22) bei der vorläufigen Abnahme.
4. Bemerkung: Unterschied zwischen baulichem Unterhalt und Anlagen im Bau : die Grenze zwischen baulichem Unterhalt und Anlagegütern ist nicht immer einfach zu bestimmen, da die Umbauarbeiten an Gebäuden, die Kabelanlage- und Fertigstellungsarbeiten, die den Anlagegütern einen Mehrwert geben, in Klasse 2 zu buchen sind. Die Ausgaben bezüglich Instandhaltungs-, Einrichtungs- und Reparaturarbeiten, die keine Werterhöhung der Gebäude ergeben, jedoch keine laufenden Ausgaben bilden, (d.h. Ausgaben, die nicht jedes Jahr erneuert werden), sind als Betriebslasten in die Rubrik "Baulicher Unterhalt der Immobilien" zu verbuchen (zum Beispiel: Ersetzung eines Dachs, eines Wasserkessels, eines Warmwasserbereiters).
- 28 Finanzanlagen
- 288 Gezahlte Kauttionen
1. Bewertung: als ständige Bürgschaft eingezahlter Nennwert
 2. Wertminderung: keine
- 29 Forderungen mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr)
- 291 Sonstige Schuldforderungen
1. Bewertung: Nennwert der Schuldforderung;
 2. Wertminderung: keine
 3. Der Teil der Forderung, der innerhalb 12 Monaten fällig wird, muß in die Konten 40 oder 41 verbucht werden. (Schuldforderungen von höchstens einem Jahr).
- KLASSE 3: Vorräte
- Bewertung: gewogene Durchschnittskosten
- KLASSE 4: Forderungen und Verbindlichkeiten mit einer restlaufzeit bis zu einem Jahr
- 40 Forderungen aus Lieferungen und Leistungen
- 400 Kunden
1. Bewertung: Nennwert
 2. Übertragung auf zweifelhafte Forderungen (407) sofort nach Übermittlung der Akte an die Dienststelle für offenstehende Rechnungen zwecks Einziehung.
 3. hundertprozentige Wertminderungen, die nach einer einjährigen Frist für die nicht beglichene Forderung beurkundet werden, was keinen Forderungsverzicht bedeutet.
 4. Übernahme der Haushaltsausgabe bei der offiziellen Streichung der Forderung durch den Verwaltungsausschuß (Forderungsverzicht).

- 404 Zu erhaltende Zuschüsse
4041 Aufsichtsbehörde
Bewertung: Nennwert, der im Haushaltsplan der Aufsichtsbehörde eingetragen und durch die Aufsichtsbehörde am 31. Dezember der Geschäftsjahr zugunsten des Amtes festgelegt worden ist.
- 4042 W.M.A.T.
Bewertung: Nennwert des Forderungsbriefes
- 4043 E.S.F.
Bewertung: Werte der zulässigen Ausgaben, die aufgrund der durch den betroffenen Verwaltungsdienst dem FOREm übermittelten Angaben dem "Office" geschuldet werden.
- 4044 Auswärtige Beziehungen
Bewertung: Nennwert des Forderungsbriefes
- 4045 Nationallotterie
Bewertung: Nennwert des Forderungsbriefes
Bemerkung: Diese Liste kann infolge der Beteiligung anderer Einrichtungen aktualisiert werden.
- 41 Sonstige Forderungen
- 416 Sonstige Forderungen
- 4161 Forderungen bezüglich der Entlohnung des Personals
1. Bewertung: Nennwert der Forderung bezüglich des Personalmitglieds des FOREm im Dienst.
2. Wertminderung: keine
- 4168 Forderungen bezüglich Sozialleistungen
1. Bewertung: Nennwert der Forderung
2. Wertminderung:
— Einzelne Schuldner im Dienst: keine
— Anteile von Promotoren: 100 % für eine am Ablauf einer einjährigen Frist nach dem Datum des Forderungsbriefes noch ausstehende Forderung, was keinen Forderungsverzicht bildet.
- 42 Innerhalb eines Jahres fällig werdende Verbindlichkeiten mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als einem Jahr
- 422 Verbindlichkeiten aufgrund von Leasing-Verträgen
Bewertung: Nennwert der Verbindlichkeit
- 43 Finanzverbindlichkeiten
- 430 Kreditinstitute
— Anleihe mit festem Termin
— Bewertung: Nennwert des Kontoauszuges
- 44 Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen
- 440 Lieferanten
Bewertung: Nennwert der Verbindlichkeit
- 45 Verbindlichkeiten aufgrund von Steuern, Arbeitsentgelten und Soziallasten
- 453 Einbehaltene Steuervorabzüge
- 454 Landesamt für soziale Sicherheit
Bewertung: - Nennwert der Verbindlichkeit;
— Übereinstimmung der Buchhaltung mit den Erklärungen an die Steuerverwaltung und an das Landesamt für soziale Sicherheit
- 455 Arbeitsentgelte
- 4551 Zu zahlende Arbeitsentgelte: Nennwert
- 4552 Vorschüsse auf Arbeitsentgelte:
Bewertung: Nennwert (individuell begründet)
- 456 Urlaubsgeld:
Bewertung: Nennwert
- 459 Sonstige Soziallasten
Bewertung: Nennwert, durch eine offizielle Abrechnung oder individuell begründet
- 47 Verbindlichkeiten, die sich aus der Ergebnisverwendung ergeben
1. Definition: Die dem "Fonds budgétaire en matière d'emploi" (FBME) (Haushaltsfonds in Sachen Arbeitsbeschaffung) geschuldeten Beträge sowie die Verbindlichkeiten, die aus einem den bezuschussenden Behörden zurückzuzahlenden Haushaltsüberschuß entstehen, werden bei der Ergebnisverwendung dieser Rubrik angerechnet.
2. Bewertung: Nennwert des globalen Haushaltsbonus.
- 48 Sonstige Verbindlichkeiten
- 489 Verbindlichkeiten infolge der Sozialleistungen
Bewertung: Siehe Unterklasse 45
- 49 Rechnungsabgrenzungs- und Wartekonten

Es handelt sich um die Verbuchung in die Konten eines Geschäftsjahres aller Pro-rata-Werte der damit verbundenen Lasten und Erträge.

Jedoch erlaubt die Gesetzgebung und die Regelung bezüglich des "Office" es nicht, über jede Information zu verfügen, die zur vollständigen Festlegung der Rechnungsabgrenzungen bei dem Abschluß notwendig wäre.

In diesem Zusammenhang werden die Kommentare bezüglich der Jahreskonten des "Office" jedes Jahr die Methoden zur Abgrenzung der haushaltstechnischen und wirtschaftlichen Ebenen erläutern.

KLASSE 5: Geldanlagen und flüssige Mittel

53 Terminkonten

1. Definition: Einlagen mit einer Frist von mindestens einem Monat

2. Bewertung: Anschaffungswert

55 Kreditinstitute

Bewertung: Nennwert

56 Postscheckkonten

Bewertung: Nennwert

57 Kassenbestand

Bewertung: Nennwert

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. April 1998 zur Genehmigung der buchhalterischen Bewertungsregeln, die auf das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)" sowie auf das T-Service Intérim Anwendung finden, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage II

Buchhalterische Bewertungsregeln, die auf das T-Service Intérim Anwendung finden

Die Bewertungsregeln werden jedesmal von einem Geschäftsjahr zum nächsten unverändert festgelegt, außer wenn besondere Umstände ihre Anwendung verhindern.

In diesem Fall steht ein besonderer Vermerk in den Kommentaren über die Jahresabrechnungen.

KLASSE 1: Eigenkapitalkonten, Rückstellungskonten für Risiken und Aufwendungen

13 Rücklagen

133 Freie Rücklagen

1. Definition: besteht aus den am 31. Dezember 1993 vorgetragenen Ergebnissen, abzüglich eines an den Index gebundenen Betrags von 100 Millionen BEF, um den in Artikel 26quinquies des Dekrets vom 4. November 1993 vorgesehenen Rücklagefonds zu bilden, aus dem in der Anfangsbilanz 1994 beinhalteten Anlagefonds und aus dem vorerwähnten Rücklagefonds

2. Bewertung: Nennwert

14 Gewinnvortrag - Verlustvortrag

1. Definition: kumulierte Gewinne oder Verluste seit dem Jahre 1994, die den Rücklagen nicht zugeführt werden

2. Bewertung: Nennwert

16 Rückstellungen

163 Verschiedenartige Rückstellungen

1. Definition: laut Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 8. Oktober 1976 haben die Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen zum Gegenstand die Deckung von ihrer Art nach klar bezeichneten Verlusten oder Aufwendungen, die zum Bilanzstichtag wahrscheinlich oder sicher sind, die hinsichtlich ihrer Höhe jedoch nicht feststehen. Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen dürfen nicht als Wertkorrektur von Aktiva gebildet werden.

2. Bewertung: Die Rückstellungen müssen den Grundsätzen der Vorsicht, der Wahrheit sowie Treu und Glauben entsprechen. Sie müssen systematisch gebildet werden.

3. Bemerkung: Diese Rückstellungen sollten möglichst niedrig sein, insofern eine systematische Bewertung der zweifelhaften Forderungen und eine ständige Anwendung der Bewertungsregeln eine Übernahme durch Wertminderungen ermöglichen sollten.

17 Langfristige Verbindlichkeiten (von mehr als einem Jahr)

17 Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr

172 Verbindlichkeiten aufgrund von Leasing- und ähnlichen Verträgen

1. Definition: sie entstehen infolge der Verbuchung auf die Aktivseite von Ansprüchen auf körperliche Anlagen aufgrund von Leasing- oder ähnlichen Verträgen. Die Verbindlichkeit besteht aus den im Vertrag vorgesehenen Teilzahlungen, die die Nachbildung in Kapital des Wertes der Güter darstellen.

2. Bewertung: Nennwert

179 Sonstige Verbindlichkeiten

Diese Rubrik umfaßt insbesondere den Betriebsfonds, der von der Wallonischen Region dem T-Service Intérim in Ausführung von Artikel 26sexies des Dekrets vom 4. November 1993 zugewiesen worden ist.

KLASSE 2: Anlagevermögen

21 Immaterielle Anlagewerte

211 Konzessionen, Patente, Lizenzen, usw.

1. Definition: Unter Konzessionen, Patenten, Lizenzen, Warenzeichen und ähnlichen Rechten versteht man einerseits die Patente, Lizenzen, Warenzeichen und sonstigen ähnlichen Rechte, die Eigentum des Unternehmens sind, und andererseits die Rechte zur Nutzung von unbeweglichen Gegenständen und Patenten, Lizenzen, Warenzeichen und ähnlichen Rechten, die Dritten gehören, sowie auch den Anschaffungswert für das Recht des Unternehmens, von Dritten Know-How-Dienstleistungen zu erhalten, falls diese Rechte vom Unternehmen entgeltlich erworben wurden.

2. Bewertung: Anschaffungswert

3. Abschreibungen: 33 %

- Sachanlagen
23 Maschinen und maschinelle Anlagen sowie Werkzeuge
230 Anlagen
2300 1. Definition:
Diese Rubrik betrifft EDV-Anlagen, die in den verschiedenen Standorten des T-Service Intérim eingerichtet sind;
2. Bewertung: Anschaffungswert
3. Abschreibungen: 33 %
2301 1. Definition:
Diese Rubrik betrifft Telefonanlagen, die Neonschilder und die Anlagen, die in den verschiedenen Standorten des T-Service Intérim eingerichtet sind;
2. Bewertung: Anschaffungswert
3. Abschreibungen: 10 %
231 Maschinen
2310 EDV-Maschinen
1. Definition: Diese Rubrik umfaßt das EDV-Material (Hardware), über welches das T-Service Intérim verfügt.
2. Bewertung: Anschaffungswert
3. Abschreibungen: 33 %
24 Betriebs- und Geschäftsausstattung sowie Transportmittel
240 Mobiliar und Büroausstattung
1. Definition: als Vermögengut wird jede Ware betrachtet, die gekauft worden ist, nicht verbrauchbar ist und eine Lebensdauer von mehr als einem Jahr hat, und also abschreibbar ist.
2. Bewertung: Anschaffungswert
3. Abschreibungssatz:
Mobiliar: 10 %
Büroausstattung: 33 %
241 Transportmittel
1. Definition: Kraftfahrzeuge
2. Bewertung: Anschaffungswert + Nebenkosten
3. Abschreibungssatz: 33 %
25 Aufgrund von Leasing gehaltene Anlagen
1. Bewertung: Anschaffungswert
2. Abschreibungssatz: entspricht dem Abschreibungsplan des Leasing-Vertrags
28 Finanzanlagen
288 Gezahlte Kautionen
1. Bewertung: als ständige Bürgschaft eingezahlter Nennwert
- KLASSE 3: Vorräte
P.M.
- KLASSE 4: Forderungen und Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit bis zu einem Jahr
40 Forderungen aus Lieferungen und Leistungen
400 Kunden
1. Definition: Forderungen infolge der laufenden Tätigkeit des Unternehmens (Verkauf von Gütern und Dienstleistungen), für die eine endgültige Bescheinigung vorhanden ist (Rechnungen)
2. Bewertung: Nennwert
401 Besitzwechsel
1. Definition: betrifft die auf bestimmte Kunden gezogenen Wechsel. Diese Wechsel werden unmittelbar der Bank abgegeben, zwecks Einkassierung am Fälligkeitsdatum.
2. Bewertung: Nennwert
405 Sonstige Forderungen
1. Definition: Diese Rubrik betrifft die aufzustellenden Rechnungen, die am Ende des Geschäftsjahrs geschätzt werden.
2. Bewertung: Nennwert
407 Zweifelhafte Forderungen
1. Definition: in dieser Rubrik werden alle Forderungen der Kunden aufgeführt, für welche eine Akte dem Dienst für offenstehende Rechnungen übermittelt worden ist, durch welche diese Rechnungen als zweifelhafte Forderungen eingestuft werden.
2. Bewertung: Nennwert der Forderungen
409 Gebuchte Wertminderungen
Wenn die Inkassierung am Fälligkeitsdatum der ganzen Forderung oder eines Teils davon unsicher ist, oder wenn der Verflüssigungswert der Forderung niedriger als der Buchwert ist, muß eine Wertminderung verbucht werden.
41 Sonstige Forderungen
414 Zu erhaltende Erträge
1. Definition: es handelt sich insbesondere um die Rückzahlung durch die SMAP der durch das T-Service Intérim bezahlten Zulagen für zeitweilige Unfähigkeit zugunsten von Zeitarbeitern, sowie um die Berechnung an die Kunden des Anteils für Mahlzeitschecks, die zu Lasten des T-Service Intérim gehen.
2. Bewertung: Nennwert

- 416 Sonstige Forderungen
 1. Definition: diese Rubrik umfaßt insbesondere die Vorschüsse und Darlehen an das T-Service Personal sowie die Vorschüsse auf die Versicherungsprämie für Arbeitsunfälle, die der SMAP bezahlt werden
 2. Bewertung: Nennwert
- 42 Innerhalb eines Jahres fällig werdende Verbindlichkeiten mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als einem Jahr
- 422 Verbindlichkeiten aufgrund von Leasing-Verträgen
 Bewertung: Nennwert der Verbindlichkeit
- 44 Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen von höchstens einem Jahr
- 440 Lieferanten
 Bewertung: Nennwert der Verbindlichkeit
- 45 Verbindlichkeiten aufgrund von Steuern, Arbeitsentgelten und Soziallasten
- 453 Einbehaltene Steuervorabzüge
- 454 Landesamt für soziale Sicherheit
 Bewertung:
 — Nennwert der Verbindlichkeit :
 — Übereinstimmung der Buchhaltung mit den Erklärungen an die Steuerverwaltung und an das Landesamt für soziale Sicherheit
- 455 Arbeitsentgelte
 Bewertung: Nennwert
- 456 Urlaubsgeld:
 Bewertung: Nennwert
- 459 Sonstige Soziallasten
 Bewertung: Nennwert, durch eine offizielle Abrechnung individuell begründet
- 47 Verbindlichkeiten, die sich aus der Ergebnisverwendung ergeben
 1. Definition: Die dem FOREm geschuldeten Beträge infolge des Dekrets vom 4. November 1993 (Artikel 26*quinquies*) werden bei der Ergebnisverwendung dieser Rubrik ausgewiesen.
 2. Bewertung: Nennwert des globalen Haushaltsbonus
- 49 Rechnungsabgrenzungs- und Wartekonten
- 490 Vorzutragende Aufwendungen (Aktivseite der Bilanz)
 1. Definition: die Pro-rata-Werte von Lasten, die im Laufe des Geschäftsjahrs oder im Laufe eines früheren Geschäftsjahrs ausgelegt wurden, die aber an ein oder mehrere spätere Geschäftsjahre zu binden sind (zum Beispiel: Versicherungen, Mietzinse,...)
 2. Ausnahmen von diesem Grundsatz: Wasser-, Gas-, Strom-, Dampf-, Heizöl-, Kohle-, Telefon-, Bibliothekrechnungen
 3. Bewertung: Nennwert
- 491 Erzielte Erträge (Aktivseite der Bilanz)
 1. Definition: die Pro-rata-Werte von Erträgen, die erst im Laufe eines späteren Geschäftsjahrs fällig werden, die aber an ein früheres Geschäftsjahr zu binden sind
 2. Bewertung: Nennwert
- 492 Anzurechnende Aufwendungen (Passivseite der Bilanz)
 1. Definition: die Pro-rata-Werte von Lasten, die erst im Laufe eines späteren Geschäftsjahrs fällig werden, die aber an das abgelaufene Geschäftsjahr zu binden sind
 2. Bewertung: Nennwert
- 493 Vorzutragende Erträge (Passivseite der Bilanz)
 1. Definition: die Pro-rata- Werte von Erträgen, die im Laufe des Geschäftsjahrs oder eines früheren Geschäftsjahrs einbezogen wurden, die aber an ein späteres Geschäftsjahr zu binden sind
 2. Bewertung: Nennwert
- KLASSE 5: Geldanlagen und flüssige Mittel
- 53 Terminkonten
 1. Definition: Einlagen mit einer Frist von mindestens einem Monat
 2. Bewertung: Anschaffungswert
- 55 Kreditinstitute
 Bewertung: Nennwert
- 56 Postscheckkonten
 Bewertung: Nennwert
- 57 Kassenbestand
 Bewertung: Nennwert
- Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. April 1998 zur Genehmigung der buchhalterischen Bewertungsregeln, die auf das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)" sowie auf das T-Service Intérim Anwendung finden, als Anlage beigefügt zu werden.
- Namur, den 23. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1457

[S - C - 98/27333]

23 APRIL 1998. — **Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREm" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) en op de T-Service Intérim**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot uitvoering van artikel 26ter van het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 april 1998;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. De in de bijlagen I en II bij dit besluit vermelde boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi — FOREm" en op de T-Service Intérim, zijn door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 3. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I

Boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn
op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi — FOREm"

De waarderingsregels worden zonder wijziging van het ene boekjaar tot het andere vastgesteld, behalve als hun toepassing om bijzondere redenen verhinderd wordt.

De eventuele verhindering van de toepassing moet speciaal vermeld worden in de commentaren op de jaarrekeningen.

A. Begrotingsboekhouding

De begrotingsboekhouding registreert de begrotingsverrichtingen (ontvangsten en -uitgaven) waarvoor een bewijsstuk van een schuld of een vordering bestaat.

Het gaat om een boekhouding van verworven rechten die in de jaarlijkse begroting opgenomen worden voor zover ze uiterlijk 15 januari van het volgende jaar vastgesteld kunnen worden.

Er zijn drie voorwaarden :

a) verworven rechten : rechten die tijdens het jaar opeisbaar zijn voor zover ze uiterlijk 15 januari van het volgende jaar vastgesteld kunnen worden overeenkomstig de voorschriften van het algemeen rekeningenstelsel;

b) de identiteit van de debiteur of de crediteur moet gekend zijn;

c) er bestaat een bewijsstuk dat van derden uitgaat of aan hen is gericht.

B. Economische en vermogensrechterlijke boekhouding

Overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen heeft de economische en vermogensrechterlijke boekhouding als doel :

— de opbrengsten en de globale kosten vast te stellen;

— de resultaten van het jaar uit te brengen;

— de activa en passiva weer te geven en de opmaak van een vermogensrechterlijke balans mogelijk te maken;

— de rekening van de vermogensschommelingen mogelijk te maken, wat het niet-budgettaire deel ervan betreft.

C. Boekhouding van de verbintenissen

Met verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 worden de rekeningen van rechten en verbintenissen (onderklasse 08) gehouden met inachtneming van de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

De verbintenis is de belofte om op een latere datum binnen het begrotingsjaar een financiële of andere verplichting na te komen waarvan de eventuele uitvoering het vermogen van de onderneming kan wijzigen.

Deze waarderingsregel is van toepassing op alle verbintenissen die door de Dienst worden aangegaan in het kader van de overeenkomsten gesloten met ondernemingen of andere partners op grond van artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding en van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, gewijzigd bij het besluit van 20 februari 1997.

KLASSE 0 : Verbintenissen-, beroepen- en orderrekeningen

D09 Diverse rechten en verbintenissen

Deze post betreft de verbintenissen i.v.m. overeenkomsten of opdrachten die langer lopen dan de termijn van het jaar, alsook die betreffende de door de FOREm verleende subsidies (zoals meerjarige opdrachten, artikel 5 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 juni 1985, artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993, gewijzigd bij het besluit van 20 februari 1997,...).

090 Gestolen fondsen

1. Begripsbepaling : de bedragen i.v.m. kasdiefstallen worden op de rekening geboekt
2. Waardering : nominale waarde

091/2 Leasing

1. Begripsbepaling : deze rekening registreert de koopoptie zodra de overeenkomst ingekomen is
2. Waardering : nominale waarde

093 Overeenkomsten of opdrachten op meer dan één jaar

1. Begripsbepaling : deze post betreft de overeenkomsten of opdrachten die langer lopen dan de termijn van het jaar.

2. Waardering : nominale waarde

094 Door de FOREm verleende subsidies

1. Begripsbepaling : het gaat met name om de subsidies die aan ondernemingen of verenigingen gestort worden op grond van artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding en het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, gewijzigd bij het besluit van 20 februari 1997.

2. Waardering : nominale waarde

KLASSE 1 : Rekeningen van eigen fondsen, voorzieningen voor risico's en kosten

12 Herwaarderingsmeerwaarden

1. Begripsbepaling : de herwaarderingsmeerwaarden die boven hun aanschaffingswaarde uitgedrukt worden op elementen van de activa, worden op de rekening geboekt.

2. Waardering : nominale waarde

14 Overgedragen winst — Overgedragen verlies

1. Begripsbepaling : gecumuleerde winsten of verliezen die niet bij de reserves gevoegd worden
2. Waardering : nominale waarde

15 Kapitaalsubsidies

1. Begripsbepaling : de door het toezicht goedgekeurde bedragen die op de begroting van de Dienst uitgetrokken worden om de vermogensaankopen en de vastgelegde producties te financieren, worden op de rekening geboekt.

2. Waardering : nominale waarde

De desbetreffende boekingen worden geproduceerd in het kader van de periodieke sluitingen.

16 Voorzieningen

165 Diverse voorzieningen

1. Begripsbepaling : artikel 13 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bepaalt dat de voorzieningen voor risico's en lasten verliezen of kosten moeten dekken waarvan de aard duidelijk omschreven is, maar die bij het afsluiten van het boekjaar ofwel waarschijnlijk ofwel zeker zijn, doch onbepaald wat hun bedrag betreft. Deze voorzieningen zijn niet bestemd om de waarde van de bij de activa geboekte elementen te verbeteren.

2. Waardering : de voorzieningen moeten beantwoorden aan normen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw. Ze moeten stelselmatig aangelegd worden.

17 Schulden op meer dan één jaar

172 Leasingschulden

1. Begripsbepaling : ze vloeien voort uit het feit dat rechten op vaste activa aan de actiefzijde zijn geboekt krachtens leasingovereenkomsten of soortgelijke overeenkomsten. De schuld omvat de bij de overeenkomst voorziene stortingen in termijnen, die de wedersamenstelling van de goederenwaarde in kapitaal vertegenwoordigen.

2. Waardering : nominale waarde

173 Kredietinstellingen

1. Begripsbepaling : schulden op meer dan één jaar aan de kredietinstellingen
2. Waardering : nominale waarde

179 Diverse schulden

Deze post betreft met name het bedrijfskapitaal dat aan de Dienst is toegekend bij het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 1994 tot uitvoering van de artikelen 23, § 5, en 26*sexies* van het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

KLASSE 2 : Vaste activa

21 Immateriële vaste activa

210 Kosten van onderzoek en ontwikkeling

1. Begripsbepaling : onder kosten van onderzoek en ontwikkeling wordt verstaan de kosten voor het onderzoek, de fabricage en de afstelling van prototypes, produkten, uitvindingen en know-how, die nuttig zijn voor de toekomstige activiteiten van de onderneming. Deze post betreft hoofdzakelijk de binnen de FOREm uitgewerkte informatica-programma's.

2. Waardering : aanschaffingswaarde

3. Afschrijvingen : overeenkomstig het afschrijvingsbeleid dat al naar gelang de aard van het goed of van de dienst wordt gevoerd

211 Concessies, octrooien, licenties, know-how, merken en andere soortgelijke rechten

1. Begripsbepaling : onder concessies, octrooien, licenties, knowhow, merken en andere soortgelijke rechten wordt verstaan enerzijds de octrooien, licenties, merken en andere soortgelijke rechten van de onderneming, anderzijds de rechten voor de exploitatie van octrooien, licenties, merken en andere soortgelijke rechten van derden (alsook de aanschaffingswaarde van het recht van de onderneming) om van derden dienstverleningen inzake knowhow te verkrijgen wanneer de onderneming deze rechten onder bezwarende titel heeft verworven.

2. Waardering : aanschaffingswaarde

3. Afschrijvingen : 33 %

Materiële vaste activa

22 Terreinen en gebouwen

220 Terreinen

1. Waardering : aanschaffingswaarde + bijkomende kosten (of herschatte waarde)

2. Geen afschrijvingen

3. In geval van aankoop van een gebouw zonder vermelding van de terreinwaarde, toepassing van de regel van de sociale zekerheid : "De aankoopprijs van de terreinen en die van de gebouwen zijn moeilijk vast te stellen wanneer ze betrekking hebben op de ene en de andere. In dit geval moeten de instellingen overgaan tot een grove uitsplitsing van de gezamenlijke prijs met de eventuele hulp van de Administratie van het Kadaster (prijs van de terreinen door rechtstreekse schatting op grond van de oppervlakte en prijs van de gebouwen op grond van het verschil)

221 Gebouwen

1. Waardering : aanschaffingswaarde + bijkomende kosten (of herschatte waarde)

2. Afschrijvingen : 5 % zonder residuwaarde.

23 Installaties, machines en uitrusting

230 Telefooninstallaties

Opmerking : Deze post betreft telefooninstallaties die aangelegd zijn in gebouwen waarvan de FOREm eigenaar is.

1. Waardering : aanschaffingswaarde

2. Afschrijvingspercentage : 20 % zonder residuwaarde.

231 Machines

1. Waardering : aanschaffingswaarde

2. Afschrijvingspercentage : 20 % zonder residuwaarde

Opmerking : Deze post betreft enkel de aankopen waarvan de eenheidsprijs hoger is dan 10 000 BF, exclusief BTW.

24 Meubilair en rollend materieel

240 Meubilair en materieel

A. Meubilair

1. Begripsbepaling : onder meubilair wordt verstaan het materieel dat nodig is om de lokalen te meubileren, voor zover het niet onroerend van bestemming is.

2. Waardering : aanschaffingswaarde

3. Afschrijvingspercentage : 10 % zonder residuwaarde

B. Materieel

1. Begripsbepaling : als vermogensgoed wordt beschouwd elk artikel :

— dat gekocht is;

— dat niet voor consumptie geschikt is;

— met een minimumwaarde van 10 000 BEF per

— eenheid, exclusief BTW;

— met een levensduur van meer dan één jaar, dus aflosbaar.

2. Waardering : aanschaffingswaarde

3. Afschrijvingspercentage :

— Materieel : 20 % zonder residuwaarde

— Bibliotheekmaterieel : 100 % zonder residuwaarde

— Informaticamaterieel : 33 % zonder residuwaarde

241 Rollend materieel

1. Waardering : aanschaffingswaarde + bijkomende kosten

2. Afschrijvingspercentage : 20 % zonder residuwaarde

25 Vaste activa in leasing

250 Terreinen en gebouwen

1. Waardering : aanschaffingswaarde

2. Afschrijving : strookt met het afschrijvingsplan van de leaseovereenkomst

252 Meubilair, materieel en rollend materieel

Zie post 250

26 Overige vaste activa

260 Telefooninstallaties

Opmerking : Deze post betreft telefooninstallaties die aangelegd zijn in gebouwen waarvan de FOREm eigenaar is.

1. Waardering : aanschaffingswaarde

2. Afschrijving : 20 % zonder residuwaarde.

27 Vaste activa in aanbouw en vooruitbetalingen

270 Vaste activa in aanbouw

1. Begripsbepaling : tijdens de oprichting van het gebouw te gebruiken rekening

2. Waardering : aanschaffingswaarde van de facturering naar aanleiding van de verschillende standen van de werkzaamheden, alsook de bijkomende kosten (diverse honoraria)

3. Afschrijving : geen

Overdracht aan het einde van het boekjaar naar de rekening van de vaste activa (onderklasse 22) bij de voorlopige oplevering.

4. Opmerking : onderscheid tussen groot onderhoud en vaste activa in aanbouw : aangezien de grens tussen het grote onderhoud en de vaste activa niet altijd makkelijk vast te stellen is, moeten de werkzaamheden i.v.m. de herinrichting van gebouwen, de aanleg van kabels, de voltooiingswerken die een meerwaarde aan de vaste activa toevoegen, in klasse 2 geboekt worden. De uitgaven voor onderhouds-, aanleg- en herstellingswerken die, alhoewel ze de waarde van de gebouwen niet verhogen, niet-gewone uitgaven zijn (d.w.z. dat ze niet elk jaar hernieuwd worden), moeten als exploitatiekosten geboekt worden in de post "Groot onderhoud van de gebouwen" (voorbeeld : vervanging van een dak, een verwarmingsketel, een heetwatertoestel).

28 Financiële vaste activa

288 Borgtochten betaald in contanten

1. Waardering : nominale waarde gestort als vaste garantie

2. Waardevermindering : geen

29 Vorderingen op meer dan één jaar

291 Overige vorderingen

1. Waardering : nominale waarde van de vordering

2. Waardevermindering : geen

3. Het gedeelte van de vordering dat binnen 12 maanden vervalt, moet in de rekeningen 40 of 41 (vorderingen op ten hoogste één jaar) voorkomen.

KLASSE 3 : Voorraden

Waardering : gewogen gemiddelde kosten

KLASSE 4 : Vorderingen en schulden op ten hoogste een jaar

40 Handelsvorderingen

400 Handelsdebiteuren

1. Waardering : nominale waarde

2. Overdracht naar dubieuze vorderingen (407) zodra het dossier voor verhaal wordt overgemaakt aan de dienst "Geschillen".

3. Waardeverminderingen met 100 % op de na één jaar niet betaalde vordering, wat geen afstand van vordering betekent

4. Overname van de begrotingsuitgave bij de officialisering van de vorderingsannulering door het beheerscomité (afstand van de vordering)

404 Te ontvangen subsidies

4041 Toezichtinstelling

Waardering : op de begroting van het Toezicht geboekte nominale waarde die het Toezicht tot 31 december van het boekjaar ten gunste van de Dienst heeft vastgelegd

4042 Ministerie van Uitrustingen en Vervoer

Waardering : nominale waarde van de vorderingsbrief

4043 E.S.F.

Waardering : waarden van de aan de Dienst verschuldigde subsidiabele uitgaven, op grond van de door de betrokken beheersdienst aan de FOREm verstrekte gegevens

4044 Buitenlandse Betrekkingen

Waardering : nominale waarde van de vorderingsbrief

4045 Nationale Loterij

Waardering : nominale waarde van de vorderingsbrief

Opmerking : Deze lijst kan bijgewerkt worden naar gelang van de tegemoetkomingen van de andere instellingen.

- 41 Overige vorderingen
416 Diverse vorderingen
4161 Vorderingen op de bezoldigingen van het personeel
1. Waardering : nominale waarde van de vordering op het in dienst zijnde personeelslid van de FOREm
2. Waardevermindering : geen
4168 Vorderingen op sociale voorzieningen
1. Waardering : nominale waarde van de vordering
2. Waardevermindering :
— In dienst zijnde individuele debiteuren : geen
— Promotors aandelen : 100 % als de vordering niet betaald is binnen één jaar na de datum van de vorderingsbrief, wat geen afstand van de vordering betekent.
- 42 Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen
422 Leasingschulden
Waardering : nominale waarde van de schuld
- 43 Financiële schulden
430 Kredietinstelling
— Lening op vaste termijn
— Waardering : nominale waarde van het rekeningafschrift
- 44 Handelsschulden
440 Leveranciers
Waardering : nominale waarde van de schuld
- 45 Schulden m.b.t. belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
453 Ingehouden voorheffingen
454 R.S.Z
Waardering :
— nominale waarde van de schuld
— overeenstemming van de boekhouding met de aangiften aan de Fiscale administratie en aan de R.S.Z.
- 455 Bezoldigingen
4551 Te betalen bezoldigingen : nominale waarde
4552 Voorschotten op bezoldigingen :
Waardering : nominale waarde (individueel gerechtvaardigd)
456 Vakantiegeld
Waardering : nominale waarde
459 Andere sociale schulden
Waardering : nominale waarde die via een officiële afrekening of individueel gerechtvaardigd is
- 47 Schulden uit de bestemming van het resultaat
1. Begripsbepaling : de aan het Begrotingsfonds voor Tewerkstelling verschuldigde bedragen en de aan de subsidiërende overheden terug te betalen schulden uit een begrotingsoverschot, worden geboekt bij de bestemming van het resultaat in deze post.
2. Waardering : nominale waarde van het globale begrotingsboni
- 48 Diverse schulden
489 Schulden uit sociale voorzieningen
Waardering : zie onderklasse 45
- 49 Overlopende rekeningen — Wachtrekening
Het gaat om de boeking op de rekeningen van een boekjaar van alle kosten- en opbrengstenaandelen die eraan verbonden zijn.
Desalniettemin zijn alle gegevens die nuttig zijn voor het uitvoerige beheer van de regularisaties bij het afsluiten onbeschikbaar wegens de wettelijke en reglementaire context van de Dienst.
In deze context moeten de beheersmethodes voor de splitsing elk jaar nader bepaald worden in de commentaren bij de jaarrekeningen van de Dienst.
- KLASSE 5 : Geldbeleggingen en liquide middelen
- 53 Termijndeposito's
1. Begripsbepaling : deposito's op een termijn van één maand of meer
2. Waardering : aanschaffingswaarde
- 55 Kredietinstellingen
Waardering : nominale waarde

56 Postcheque- en girodienst

Waardering : nominale waarde

57 Kas

Waardering : nominale waarde

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREm" en op de T-Service Intérim

Namen, 23 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage II

Boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de T-Service Intérim

De waarderingsregels worden zonder wijziging van het ene boekjaar tot het andere vastgesteld, behalve als hun toepassing om bijzondere redenen verhinderd wordt.

De eventuele verhindering van de toepassing moet speciaal vermeld worden in de commentaren op de jaarrekeningen.

KLASSE 1 : Rekeningen van eigen fondsen, van voorzieningen voor risico's en kosten

13 Reserves

133 Beschikbare reserves

1. Begripsbepaling : ze bestaan uit de met een geïndexeerd bedrag van 100 miljoen verminderde resultaten die op 31 december 1993 werden overgeheveld van het fonds van de in de initiale balans 1994 opgenomen vaste activa en van het bovenvermelde reservefonds om het in artikel 26*quinquies* van het decreet van 4 november 1993 bedoelde reservefonds aan te leggen.

2. Waardering : nominale waarde

14 Overgedragen winst — Overgedragen verlies

1. Begripsbepaling : sinds het boekjaar 1994 gecumuleerde winsten of verliezen die niet bij de reserves gevoegd worden

2. Waardering : nominale waarde

16 Voorzieningen

163 Diverse voorzieningen

1. Begripsbepaling : artikel 13 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bepaalt dat de voorzieningen voor risico's en lasten verliezen of kosten moeten dekken waarvan de aard duidelijk omschreven is, maar die bij het afsluiten van het boekjaar ofwel waarschijnlijk ofwel zeker zijn, doch onbepaald wat hun bedrag betreft. Deze voorzieningen zijn niet bestemd om de waarde van de bij de activa geboekte elementen te verbeteren.

2. Waardering : de voorzieningen moeten beantwoorden aan normen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw. Ze moeten stelselmatig aangelegd worden.

3. Opmerking : deze voorzieningen zouden minimaal moeten zijn voor zover een systematische schatting van de dubieuze vorderingen en een permanente toepassing van de waarderingsregels een tenlasteneming door waardeverminderingen mogelijk zouden maken.

17 Schulden op meer dan één jaar

172 Leasingschulden

1. Begripsbepaling : ze vloeien voort uit het feit dat rechten op vaste activa aan de actiefzijde zijn geboekt krachtens leasingovereenkomsten of soortgelijke overeenkomsten. De schuld omvat de bij de overeenkomst voorziene stortingen in termijnen, die de wedersamenstelling van de goederenwaarde in kapitaal vertegenwoordigen.

2. Waardering : nominale waarde

179 Diverse schulden

Deze post betreft het bedrijfskapitaal dat het Waalse Gewest aan de T-Service Intérim heeft toegekend overeenkomstig artikel 26*sexies* van het decreet van 4 november 1993.

KLASSE 2 : Vaste activa

21 Immateriële vaste activa

211 Concessies, octrooien, licenties en andere soortgelijke rechten

1. Begripsbepaling : onder concessies, octrooien, licenties, knowhow, merken en andere soortgelijke rechten wordt verstaan enerzijds de octrooien, licenties, merken en andere soortgelijke rechten van de onderneming, en anderzijds de rechten voor de exploitatie van onroerende goederen, octrooien, licenties, merken en andere soortgelijke rechten van derden (alook de aanschaffingswaarde van het recht van de onderneming) om van derden dienstverleningen inzake knowhow te verkrijgen wanneer de onderneming deze rechten onder bezwarende titel heeft verworven.

2. Waardering : aanschaffingswaarde

3. Afschrijvingen : 33 %

- Materiële vaste activa
- 23 Installaties, machines en uitrusting
- 230 Installaties
- 2300 1. Begripsbepaling :
- Deze post betreft de informatica-installaties op de verschillende sites van de T-Service Intérim;
2. Waardering : aanschaffingswaarde
3. Afschrijvingen : 33 %.
- 2301 1. Begripsbepaling :
- Deze post betreft de telefooninstallaties, lichtreclames en inrichtingen die op de verschillende sites van de T-Service Intérim gerealiseerd worden;
2. Waardering : aanschaffingswaarde
3. Afschrijvingen : 10 %.
- 231 Machines
- 2310 Informaticatoestellen
1. Begripsbepaling : Deze post betreft het informaticamaterieel (hardware) waarover de T-Service Intérim beschikt.
2. Waardering : aanschaffingswaarde
3. Afschrijvingen : 33 %
- 24 Meubilair en rollend materieel
- 240 Bureaumeubilair en -materieel
1. Begripsbepaling : als vermogensgoed wordt beschouwd, elk gekocht artikel dat niet voor consumptie geschikt is, met een levensduur van meer dan één jaar, dus aflosbaar.
2. Waardering : aanschaffingswaarde
3. Afschrijvingen :
- Meubilair : 10 %
- Materieel : 33 %
- 241 Rollend materieel
1. Begripsbepaling : auto's
2. Waardering : aanschaffingswaarde + bijkomende kosten
3. Afschrijvingen : 33 %
- 25 Vaste activa in leasing
1. Waardering : aanschaffingswaarde
2. Afschrijvingen : stroken met het afschrijvingsplan van de leaseovereenkomst
- 28 Financiële vaste activa
- 288 Borgtochten betaald in contanten
1. Waardering : nominale waarde gestort als vaste garantie
- KLASSE 3 : Voorraden
- P.M.
- KLASSE 4 : Vorderingen en schulden op ten hoogste één jaar
- 40 Handelsvorderingen
- 400 Handelsdebiteuren
1. Begripsbepaling : vorderingen voortvloeiend uit de gewone werking van de onderneming (verkoop van goederen, diensten of dienstverleningen) waarvoor er een definitief bewijsstuk bestaat (facturen)
2. Waardering : nominale waarde
- 401 Te innen wissels
1. Begripsbepaling : deze post betreft de op sommige handelsdebiteuren getrokken wissels. Deze wissels worden onmiddellijk overgemaakt aan de bank voor incasso op de vervaldag.
2. Waardering : nominale waarde
- 405 Diverse vorderingen
1. Begripsbepaling : deze post betreft de op te maken facturen die aan het einde van het boekjaar geschat worden.
2. Waardering : nominale waarde
- 407 Dubieuze vorderingen
1. Begripsbepaling : deze post betreft alle vorderingen van de handelsdebiteuren voor wie een als dubieus beschouwd dossier aan de dienst "geschillen" is overgemaakt.
2. Waardering : nominale waarde van de vorderingen
- 409 Waardeverminderingen op vorderingen
- Een waardevermindering moet geboekt worden voor zover de inning op de vervaldag van het geheel of van een gedeelte van de vordering onzeker is, of voor zover de realisatiewaarde van de vordering kleiner is dan de balanswaarde.
- 41 Overige vorderingen
- 414 Te innen opbrengsten
1. Begripsbepaling : het gaat met name om de terugbetaling door de SMAP (OMOB) van de door de T-Service Intérim betaalde vergoedingen voor de tijdelijke invaliditeit van de uitzendkrachten, alsook het aan de handelsdebiteuren gefactureerde aandeel maaltijdcheques dat voor zijn rekening is.
2. Waardering : nominale waarde

- 416 Diverse vorderingen
1. Begripsbepaling : deze post betreft met name de voorschotten en leningen aan het personeel van de T-Service Intérim, alsook de voorschotten op de aan de SMAP betaalde verzekeringspremie beroepsongeval.
 2. Waardering : nominale waarde
- 42 Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen
- 422 Leasingschulden
- Waardering : nominale waarde van de schuld
- 44 Handelsschulden op ten hoogste één jaar
- 440 Leveranciers
- Waardering : nominale waarde van de schuld
- 45 Schulden m.b.t. belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
- 453 Bedrijfsvoorheffing
- 454 R.S.Z
- Waardering :
- nominale waarde van de schuld
 - overeenstemming van de boekhouding met de aangiften aan de Fiscale administratie en aan de R.S.Z.
- 455 Bezoldigingen
- Waardering : nominale waarde
- 456 Vakantiegeld
- Waardering : nominale waarde
- 459 Andere sociale schulden
- Waardering : nominale waarde die individueel gedetailleerd is via een officiële afrekening
- 47 Schulden uit de bestemming van het resultaat
1. Begripsbepaling : de krachtens het decreet van 4 november 1993 (artikel 26*quinquies*) aan de FOREm verschuldigde bedragen worden geboekt bij de de bestemming van het resultaat in deze post.
 2. Waardering : nominale waarde van het globale begrotingsboni
- 49 Overlopende rekeningen — Wachtrekeningen
- 490 Over te dragen kosten (Activa van de balans)
1. Begripsbepaling : de aandelen van de tijdens het boekjaar of een vorig boekjaar gemaakte kosten die aan één of meerdere latere boekjaren verbonden moeten worden (b.v. : verzekering, huren, enz.)
 2. Uitzonderingen op dat princip : facturen voor water, gas, elektriciteit, stoom, stookolie, steenkool, telefoon, bibliotheek
3. Waardering : nominale waarde
- 491 Verkregen opbrengsten (Activa van de balans)
1. Begripsbepaling : de aandelen van opbrengsten die pas in de loop van een later boekjaar zullen vervallen maar die aan een afgelopen boekjaar verbonden moeten worden
 2. Waardering : nominale waarde
- 492 Toe te rekenen kosten (Passiva van de balans)
1. Begripsbepaling : de aandelen van de kosten die slechts tijdens een later boekjaar zullen vervallen en die aan het afgelopen boekjaar verbonden moeten worden
 2. Waardering : nominale waarde
- 493 Over te dragen opbrengsten (Passiva van de balans)
1. Begripsbepaling : de aandelen van opbrengsten die in de loop van het boekjaar of van een vorig boekjaar geïnd zijn en die aan een later boekjaar verbonden moeten worden
 2. Waardering : nominale waarde
- KLASSE 5 : Geldbeleggingen en liquide middelen
- 53 Termijndeposito's
1. Begripsbepaling : deposito's op een termijn van één maand of meer
 2. Waardering : aanschaffingswaarde
- 55 Kredietinstellingen
- Waardering : nominale waarde
- 56 Postcheque- en girodienst
- Waardering : nominale waarde
- 57 Kas
- Waardering : nominale waarde
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de boekhoudkundige waarderingsregels die van toepassing zijn op de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREm en op de T-Service Intérim.

Namen, 23 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE